

International

TUNISIE 2019. LA BATAILLE DES GAUCHES

Louis-Simon Boileau, Mahdi Elleuch

26/02/2019

La Tunisie connaîtra, à l'automne 2019, son premier renouvellement parlementaire et présidentiel sous la Constitution de 2014. Pour dessiner un état des lieux des forces politiques en présence et des principaux enjeux du scrutin, le tout nouvel Observatoire Afrique du Nord-Moyen-Orient de la Fondation propose une série de notes, dont la première analyse la situation de la gauche tunisienne et les rapports de force entre ses différentes composantes, et tout particulièrement le Front populaire et le Courant démocrate.

En l'absence de lignes de clivage claires, identifier les partis qui appartiennent à la « gauche » n'est pas une tâche aisée. En effet, la grande majorité des forces politiques tunisiennes s'auto-proclament « sociales-démocrates ». Paradoxalement, les mots « gauche » et « communiste » ont disparu des noms des partis¹.

Longtemps victime d'un régime de parti unique, d'abord *de jure*, puis *de facto*, la gauche tunisienne n'a connu, jusqu'en 2011, que l'opposition. C'est une explication de son fractionnement actuel. Divisée en de nombreux partis, la gauche tunisienne partage néanmoins des racines historiques communes². La plus ancienne est celle du Parti communiste tunisien, rebaptisé Mouvement Ettajdid suite à une profonde révision idéologique au début des années 1990, puis Al-Massar depuis 2012, aujourd'hui au bord de l'implosion après sa déroute électorale en 2014. C'est surtout à partir des mouvements étudiantins de la fin des années 1960 et des années 1970 que la plupart des partis de gauche, internationalistes ou nationalistes-arabes, se sont forgés. Après une défaite sévère aux élections constituintes de 2011, ces partis se sont résignés à l'impératif de l'union, en constituant le Front populaire.

Si les élections de 2011 étaient une grosse déception pour la plupart des forces progressistes, deux partis classés à gauche y ont enregistré de bons résultats: le Congrès pour la République (CPR) et Ettakattol en deuxième et quatrième positions. Faisant le choix d'une coalition avec Ennahda – la « Troïka » – pour obtenir respectivement la présidence de la République pour l'ancien président de la ligue tunisienne des droits de l'homme Moncef Marzouki, et la présidence de l'Assemblée

nationale constituante pour le social-démocrate Mustapha Ben Jaafar, ces deux partis ont payé le prix fort par une défaite aux élections législatives de 2014. Depuis, Ettakattol cherche à retrouver une assise électorale lui permettant de ré-intégrer l'Assemblée en 2019. De son côté, le nouveau parti de Moncef Marzouki, Al Irada, n'a pas été à la hauteur des attentes aux élections municipales de mai 2018, terminant à la huitième place.

Les mêmes élections municipales ont confirmé le duel entre deux forces d'opposition qui se sont disputées la troisième place: le Front populaire et le Courant démocrate, une scission du CPR. Dans cette note, nous faisons le choix de nous concentrer sur ces deux partis, sans omettre l'existence d'autres forces politiques appartenant à la gauche tunisienne.

Le Front populaire: une stabilité de façade qui cache de profondes divisions internes

Le Front populaire a été constitué en 2012 par 11 partis de gauche, dont plusieurs partis nationalistes arabes, ainsi que des personnalités indépendantes. Fonctionnant avec une direction collégiale, il a comme principale figure Hamma Hammami, porte-parole et candidat à l'élection présidentielle. « Hamma », comme l'appellent ses camarades et les Tunisiens, a derrière lui un long passé militant, ayant connu la prison et la clandestinité sous Bourguiba comme sous Ben Ali. Il est le fondateur et le leader historique du Parti des travailleurs (ex-Parti communiste ouvrier de Tunisie), l'une des principales composantes du Front.

L'autre grande composante de gauche n'est autre que son rival historique, le Parti des patriotes démocrates unifié (Watad), dont le leader historique Chokri Belaïd fut assassiné le 6 février 2013. Le parti est aujourd'hui dirigé par Zied Lakhthar et compte dans ses rangs le député et président de la commission des Finances, Mongi Rahoui. Au sein du Front populaire coexistent aussi des partis et courants baathistes et nassériens, dont l'autre figure assassinée en juillet 2013 Mohamed Brahmi faisait parti.

Un programme résolument à gauche

Le programme socio-économique du Front populaire est clairement le plus à gauche dans l'échiquier politique. Il prône un interventionnisme étatique accru, par l'augmentation des aides sociales, la nationalisation des entreprises stratégiques et une hausse considérable de l'investissement public. Il propose également un moratoire sur le remboursement de la dette, en attendant un audit pour en déterminer la part « odieuse ». En matière de politique étrangère, le

Front populaire affiche un anti-impérialisme et un anti-sionisme, jusqu'à soutenir plus ou moins explicitement le régime de Bachar Al Assad³. Son bloc parlementaire est également derrière une proposition de loi portant criminalisation de la « normalisation avec Israël », dont il ne cesse de réclamer l'examen.

La question sociale : le talon d'Achille du Front populaire?

Bien qu'il incarne l'opposition la plus farouche à Ennahda, le Front populaire a souvent été critiqué pour son retrait et son manque d'audace sur les questions de société. En effet, le Front éprouve souvent des difficultés à prendre position quand une réforme sociale est à l'ordre du jour.

C'est ainsi qu'après avoir signé en 2016 une proposition de loi d'un député indépendant pour instaurer l'égalité successorale entre les femmes et les hommes, plusieurs députés du Front ont annoncé le retrait de leurs signatures, prétextant qu'il ne s'agit pas d'une « priorité ». Plus récemment, la publication du rapport de la COLIBE⁴ – proposant notamment l'égalité successorale, l'abolition de la peine de mort et la dépénalisation de l'homosexualité – a remis le Front dans l'embarras. Après deux mois de silence et de tergiversations, le Front populaire a fini par sortir un communiqué réaffirmant son attachement aux libertés individuelles et à l'égalité. Le lendemain, ses militants et ses dirigeants ont répondu présents à la manifestation de soutien à la COLIBE, côte à côte avec des militants LGBTQI+, dans une première historique.

Cette participation présage peut-être d'une nouvelle stratégie du Front populaire. En effet, Hama Hammami multiplie les prises de position sur le terrain social à travers des tribunes dans la presse⁵. Certains députés du Front ont co-signé, quant à eux, une proposition de loi au Code des libertés individuelles. Élaboré par la COLIBE, ce projet de Code avait été abandonné par le président de la République, Beji Caïd Essebsi, qui a préféré se contenter d'un projet de loi sur l'égalité successorale.

Une unité interne menacée

L'hésitation du Front populaire sur la question sociale peut aussi s'expliquer, entre autres raisons, par sa composition hétéroclite. En effet, les partis nationalistes-arabes sont généralement plus sensibles au discours identitaire, et leur base est relativement plus conservatrice que celles des autres partis de gauche.

La division entre partis de gauche et partis nationalistes-arabes n'est toutefois pas la seule ligne de fracture à l'intérieur du Front. Le différend historique entre le Watad et le Parti des travailleurs

refait souvent surface. C'est ainsi que le leadership de Hama Hammami a été fortement contesté par certaines figures du Watad comme Mongi Rahoui. Tout en critiquant l'organisation interne de la coalition, basée sur un regroupement de partis, le président de la commission des Finances n'hésite pas à critiquer « Hama ». Il a même déclaré qu'il ne voterait pas pour lui à l'élection présidentielle de 2019⁶. Seul député du Front à compter dans les sondages de popularité, il n'est pas exclu que Rahoui ait l'intention de se porter candidat. Or, si le Front a réussi, bon gré mal gré, à surmonter l'épreuve du choix des candidats pour les élections législatives et municipales, rien ne garantit qu'il puisse sortir indemne d'un duel entre ses deux composantes principales pour le choix du candidat à l'élection présidentielle, surtout en l'absence de mécanismes de démocratie interne. L'unité interne est aussi grandement fragilisée par le manque de renouvellement générationnel et la rigidité de l'appareil⁷.

Un recul dans l'opinion et dans l'électorat

Malgré ses divisions, le Front populaire réussit jusqu'à présent à sauvegarder son unité, dans un paysage politique marqué par les scissions. Ainsi, son bloc parlementaire est le seul à rester stable depuis 2014, comme le montre le « mercato des blocs parlementaires » réalisé par l'ONG Al Bawsala. Cependant, le Front n'a pas su profiter de sa relative force parlementaire, comme premier bloc d'opposition, pour gagner en popularité. En effet, il a perdu aux municipales plus de 40% des voix qu'il avait obtenues aux législatives de 2014, notamment dans les grandes villes. Et à l'exception de Mongi Rahoui, déjà populaire du temps qu'il était député à l'Assemblée constituante, aucune figure n'a réellement émergé. D'ailleurs, ni Rahoui ni même Hama ne dépasse les 10% dans le baromètre de confiance de l'institut de sondage Sigma⁸. Le même baromètre qui affiche régulièrement Samia Abbou, députée et figure du Courant démocrate, comme la personnalité politique la plus populaire auprès des Tunisiens.

Le Courant démocrate : la force montante

Fondé en 2013, le Courant démocrate (Attayar) est l'une des formations les plus jeunes de l'échiquier politique. C'est Mohamed Abbou, avocat et prisonnier d'opinion sous Ben Ali, qui le fonde, trois mois tout juste après sa démission du CPR, dont il était le secrétaire général. À peine fondé, le Courant démocrate a soutenu la Troïka, pendant la crise majeure de l'été 2013, au nom du respect de la légalité institutionnelle.

Faisant le choix de ne pas présenter de candidat à l'élection présidentielle de 2014, en soutenant, dès le premier tour, Moncef Marzouki, Attayar a préféré concentrer ses efforts et ses moyens pour les élections législatives. Il est arrivé en septième position et n'a obtenu que 3 sièges, soit moins

que le CPR (4 sièges). Mais contrairement à ce dernier, le Courant démocrate a gagné ses sièges dans de grandes villes (Tunis, Ben Arous et Sfax), faisant alors preuve d'une implantation urbaine solide et prometteuse. Depuis, le Courant démocrate a su profiter de la tribune parlementaire pour séduire de plus en plus de sympathisants par un discours, que d'aucuns qualifient de populiste, centré sur la lutte contre la corruption.

La lutte anti-corruption au cœur de l'identité partisane

Attayar a, dès le départ, fait de la lutte anti-corruption son cheval de bataille. Son programme électoral, sa communication politique, ainsi que son travail parlementaire servent cet objectif politique. Et force est de constater que, fait rare dans le paysage partisan tunisien, la transparence est appliquée en interne. C'est ainsi que, sur son site web, on peut consulter non seulement le nombre d'adhérents – donnée que les autres partis ont l'habitude de taire – mais également les rapports financiers, ainsi que la liste des donateurs et les montants des dons.

Dans une Tunisie gangrenée par le fléau de la corruption – touchant non seulement l'économie et l'administration, mais aussi les partis politiques –, la cause de la lutte anti-corruption permet de convaincre au-delà des clivages politiques traditionnels. Conservateurs, libéraux et progressistes peuvent tout aussi bien s'y retrouver.

Cette focalisation sur la transparence et la lutte anti-corruption a permis au Courant démocrate d'entretenir un certain flou sur son identité. Il se définit comme social-démocrate et prône la justice sociale et la distribution équitable des richesses, mais il n'hésite pas à proposer, dans son programme économique, le désengagement de l'État des secteurs « non vitaux ». Attayar entretenait également une certaine ambiguïté sur les questions de société. Cette ambiguïté est héritée du CPR, qui développait une vision du monde très proche de celle de l'islamisme, mais « exprimée à travers un vocabulaire séculier » comme le souligne Aziz Krichen⁹. Attayar avait plutôt esquivé la question sociétale jusqu'à la publication du rapport de la COLIBE.

Vers un recentrage progressiste ?

Face à la violente controverse provoquée par les propositions de la COLIBE, beaucoup de partis politiques ont choisi le silence. Le Courant démocrate a, quant à lui, ouvertement soutenu la proposition d'instaurer l'égalité successorale, disposition la plus controversée du rapport. Attayar a justifié son positionnement par l'impératif d'appliquer la Constitution garantissant l'égalité femmes-hommes. Cette position lui a valu un mécontentement de la faction la plus conservatrice de ses sympathisants et des démissions parmi ses militants¹⁰. Attayar a également fait face à une

violente campagne sur les réseaux sociaux, derrière laquelle son secrétaire général a dénoncé la main d'Ennahda¹¹. Sans aller jusqu'à investir le terrain sociétal, il semble que le Courant démocrate assume de plus en plus une orientation progressiste. S'il reste difficile de spéculer sur les gains et les pertes électorales d'un tel positionnement, les sondages d'opinion continuent d'afficher une popularité sinon en hausse, du moins constante, d'abord pour le parti, mais surtout pour ses deux principales figures, les époux Abbou.

Un leadership charismatique : les époux Abbou

Parmi les fondateurs du Courant démocrate en 2013, seules deux figures sont connues du grand public : Mohamed et Samia Abbou. Plus de cinq ans après, Attayar reste toujours perçu comme le parti des époux Abbou. Pourtant, c'est Ghazi Chaouachi, député dont la carrière politique a commencé avec le Courant, qui est élu secrétaire général du parti en 2016. De plus, l'absorption, en 2017, du micro-parti Alliance démocratique a surtout permis d'intégrer d'autres figures relativement connues, comme Mohamed Hamdi, ancien président du bloc démocrate dans l'Assemblée constituante et candidat malheureux à l'élection présidentielle en 2014. Les deux époux ont deux styles largement différents. Si Mohamed Abbou préfère la posture du pédagogue et cherche rarement la polémique, Samia Abbou est, au contraire, une personnalité très clivante. Elle est connue pour ses interventions au ton agressif et sa vive dénonciation des dossiers de corruption. Sur une scène politique où les femmes accèdent rarement aux premiers rôles, le style inhabituel de Samia Abbou dérange. Il lui attire des critiques, mais également une popularité manifeste. En effet, le dernier baromètre de confiance de l'institut de sondage Sigma installe Samia Abbou largement en tête, avec 33%, soit 9 points de plus que le chef du gouvernement qui arrive deuxième. Mohamed Abbou, quant à lui, arrive sixième, et deuxième si l'on se limite aux figures de l'opposition, avec la confiance de 22% des sondés. Si la popularité n'est pas synonyme d'intentions de vote, il n'empêche que les époux Abbou semblent bien partis pour la course à la présidentielle. En attendant la décision officielle du parti, il semblerait probable que l'investiture revienne à Mohamed Abbou.

La percée du Courant démocrate aux élections municipales

Si le Courant démocrate compte, contrairement à 2014, présenter un candidat aux élections présidentielles, c'est aussi parce qu'il connaît désormais son poids dans l'opinion. Tenues en mai dernier, les élections municipales ont montré une réelle percée de ce parti. Certes, le score de 4% des voix peut paraître modeste. Cependant, le Courant démocrate ne s'est présenté que dans 69 des 350 communes. Si l'on se limite à ces communes, son score s'élève à 11,5%. Et c'est surtout dans les grandes villes que le Courant démocrate réalise ses meilleures performances, dépassant

parfois les listes du parti présidentiel Nidaa Tounes. C'est ainsi qu'il a pu creuser l'écart avec les listes du Front populaire et décrocher ainsi la troisième place à l'échelle nationale¹².

2019: la bataille des gauches

Amorcé aux élections municipales, le duel des oppositions de gauche risque de s'exacerber aux élections législatives de 2019. En perte de vitesse, le Front populaire pourra néanmoins compter sur un ancrage local qui fait encore défaut à son rival. C'est d'ailleurs cette implantation territoriale, surtout dans les régions de l'intérieur, qui lui a permis d'avoir plus de conseillers municipaux qu'Attayar, et qui avait été décisive dans l'obtention de 15 sièges aux dernières élections législatives. Seulement, la proposition d'introduire un seuil électoral de 5% par circonscription, actuellement en discussion au Parlement, pourrait sérieusement menacer ses chances de conserver son bloc. En effet, les deux tiers des sièges remportés par les listes du Front l'ont été avec moins de 5% des voix dans la circonscription. Le Courant démocrate, dont la force électorale est concentrée sur les grandes villes, pourrait donc mieux résister à la modification éventuelle du mode de scrutin. Mais il aura aussi besoin de décrocher quelques sièges dans les régions de l'intérieur s'il ambitionne de constituer un bloc important.

En ce qui concerne les autres forces politiques de gauche non étudiées dans cette note, il est envisageable qu'elles mettent un terme à leur « traversée du désert ». Les partis sociaux-démocrates éloignés du Parlement chercheront à exister de nouveau dans le paysage électoral. Pari difficile pour Al-Massar, qui apparaît plus que jamais affaibli et divisé. Membre de l'Internationale socialiste, Ettakattol tentera, pour sa part, de faire valoir le renouvellement de sa direction et un programme progressiste pour faire oublier sa participation à la Troïka avec Ennahdha de 2011 à 2014.

Dans tous les cas de figure, les performances électorales des forces de gauche ne changeront probablement pas radicalement la configuration du Parlement. L'enjeu est surtout la troisième place, et la constitution d'un bloc parlementaire cohérent.

1. Ainsi, le Parti communiste ouvrier de Tunisie a été rebaptisé Parti des travailleurs, et le Parti socialiste de gauche est devenu Parti socialiste.
2. Pour un aperçu de l'histoire de la gauche tunisienne, cf. Mouldi Gessoumi, « The Map of the Tunisian Left », in *Mapping of the Arab Left II*, Rosa Luxembourg Stiftung, 2014.
3. Nicolas Dot-Puillard, « La garde panarabe de Bachar Al-Assad », *Le Monde diplomatique*, janvier 2018.
4. Commission des libertés individuelles et de l'égalité, instituée par le président de la République en 2017, chargée de proposer des réformes liées aux libertés individuelles et à l'égalité, en se référant aux dispositions de la constitution du 27 janvier 2014, aux normes internationales des droits de l'Homme et aux nouvelles orientations dans le domaine des libertés

et de l'égalité.

5. Tribunes publiées dans le journal arabophone *Al Maghreb*, évoquant des sujets comme l'égalité successorale, la dot, l'abolition de la peine de mort, et la place des libertés individuelles dans le projet des islamistes.
6. Dans une interview avec la radio privée Mosaïque FM, en date du 20 septembre 2017.
7. Pour plus d'informations sur le fonctionnement interne du Front populaire, cf. Choukri Hmed, « Les déçus de l'autoritarisme partisan. Engagement et désengagement dans les organisations de la gauche radicale après 2011 », in Amin Allal et Vincent Geisser, *Tunisie, une démocratisation au-dessus de tout soupçon ?*, Paris, CNRS Éditions, 2018.
8. Sondage réalisé au mois d'octobre sur un échantillon de 772 personnes, dont les résultats sont publiés au Maghreb le 2 novembre 2018.
9. Écrivain et homme politique tunisien, ancien conseiller de Moncef Marzouki à la présidence de la République. Cf. Aziz Krichen, *La promesse du printemps*, Script Éditions, 2016, p. 187.
10. Selon un militant d'Attayar que nous avons rencontré, un rapport interne aurait fait état de la démission de 14% des adhérents, dont certains seraient revenus sur leurs décision.
11. Interview de Ghazi Chaouachi à la radio privée Diwan FM, en date du 10 septembre 2018.
12. Pour plus de détails, voir notre analyse des résultats des élections municipales pour la Fondation Jean-Jaurès.